



transform!
europe

La militarisation de l'Union européenne

Questions pour un concept de sécurité de
gauche au 21^e siècle



La militarisation de l'Union européenne

Questions pour un concept de sécurité de gauche au 21^e siècle

TABLE DES MATIÈRES

Préface, <i>Roland Kulke</i>	3
Il ne s'agit pas seulement d'une bataille d'idées, <i>Walter Baier</i>	5
Zones de tension en Europe, <i>Erhard Crome</i>	13
Autoritarisme et militarisation, <i>Ines Mahmoud et Katerina Anastasiou</i>	18
Politiques migratoires européennes et pression xénophobe, <i>Bruno Montesano</i>	24
Plutôt qu'un résumé : une Europe pacifique et éprise de paix, <i>Panos Trigazis</i>	29

IMPRESSION

2018



transform! european network for alternative thinking and political dialogue /

réseau européen pour une pensée alternative et le dialogue politique

Square de Meeûs 25, 1000 Bruxelles, Belgique

transform! europe est en partie financé par une subvention du Parlement européen.

La présente brochure réalisée par transform! dispose d'une licence "Creative Commons Attribution-NonCommercial- ShareAlike 4.0 International License". Les demandes d'autorisations dépassant les limites de cette licence sont à adresser à office@transform-network.net.

Mise en page : [sanja.at e.U.](mailto:sanja.at@e.u)

Illustration couverture : coloursofajourney.eu : Abulfaz, 10 ans; Pays d'origine : Afghanistan ; Pays de résidence : Grèce ; Par Elliniko, à Elliniko Workshop.



Dena, 7 ans

Pays d'origine : Afghanistan

Pays de résidence : Grèce

coloursofajourney.eu

Préface

Roland Kulke, facilitateur, transform! Europe

Le samedi 20 octobre 2018, Trump annonçait sa volonté de se retirer du traité de 1987 sur les « forces nucléaires à portée intermédiaire ». Ce traité, signé par Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, a stoppé la course aux armements pour les armes basées à terre de portée courte et intermédiaire (500 km à 5 500 km). Cinq jours plus tard, le 25 octobre 2018 à minuit, 50 000 soldats engageaient la phase de combat du plus grand exercice de guerre militaire depuis la guerre froide. Le nombre d'engins impliqués était impressionnant, avec 10 000 véhicules et 250 avions. L'ensemble du groupe aéronaval de l'USS Harry S Truman participait, ajoutant un incroyable pouvoir de destruction à 65 autres navires. L'OTAN suivait l'exemple de la démonstration de force de la Russie, qui avait invité la Chine à peine un mois auparavant à prendre part au plus grand exercice de guerre russe depuis la guerre froide, impliquant le nombre incroyable de 300 000 soldats.

Que fait l'Union européenne, prix Nobel de la paix, dans des circonstances aussi audacieuses, où la militarisation des puissances qui flanquent l'Europe, la Russie et les États-Unis, atteint un nouveau degré de destruction insensée, mutuellement assurée ? L'UE use-t-elle activement de sa force diplomatique pour engager un nouveau combat pour le désarmement ? Pas du tout !

Le président de la Commission européenne, Juncker, membre du Parti populaire européen conservateur, se sert du résultat du vote Brexit pour appeler immédiatement à la militarisation de l'UE. Depuis le Brexit, le seul projet politique que les élites néolibérales de l'UE et de ses États membres continuent de poursuivre est la militarisation multidimensionnelle de l'UE. Dans son « discours sur l'état de l'Union » du 12 septembre 2018, Juncker ne mentionnait qu'un seul nouveau projet pour l'Union européenne : préparer l'UE à être un acteur mondial dans une politique dure. Nos élites européennes se servent de l'UE pour une nouvelle phase de militarisation de nos sociétés. Elles bafouent ouvertement les règles du traité de Lisbonne, art. 41(2), qui interdit explicitement que le moindre centime provenant des fonds européens soit utilisé pour financer le secteur de la défense.

Dans ce contexte, *transform! europe* a réuni un collectif d'auteurs pour rédiger une courte brochure destinée à stimuler la discussion sur l'actuelle militarisation de l'Union européenne au sein des partis et mouvements européens de gauche. Ce sujet étant à multiples facettes, nous n'avons pas souhaité élaborer un texte unique et cohérent. Après d'intenses discussions au sein de notre groupe, nous avons distribué à chacun des tâches précises, afin que les différents auteurs puissent se concentrer sur différents aspects de l'analyse de la militarisation de nos sociétés européennes. C'est la raison pour laquelle vous trouverez ici et là des chevauchements entre les différents chapitres, ainsi que des points de vue divers sur les phénomènes dont nous parlons. Vous rencontrerez peut-être également des opinions que vous ne partagez pas. Prenez cela cependant comme une invitation à la discussion avec nous, avec d'autres collègues et amis.

En vous souhaitant, au nom du collectif d'auteurs, une lecture intéressante et stimulante.

Roland Kulke



Asma, 9 ans

Pays d'origine : Afghanistan

Pays de résidence : Grèce

coloursofajourney.eu

Il ne s'agit pas seulement d'une bataille d'idées

Walter Baier, coordinateur politique, transform! europe

Le 28 juillet 1914, quand l'empereur autrichien déclara la guerre à la Serbie, il envisageait une action punitive limitée, une affaire impérialiste comme à l'accoutumée. Mais après quelques jours, il s'avéra qu'il avait déclenché une guerre mondiale. Quatre ans plus tard, les champs de bataille étaient jonchés de 17 millions de morts, et la vieille Europe n'existait plus. Ceci démontre une chose : que les guerres à l'ère industrielle ne sont plus une « continuation de la politique par d'autres moyens », mais des événements élémentaires qui, à un certain moment, échappent au contrôle de leurs instigateurs. C'est la raison pour laquelle, notamment à l'ère atomique, éviter la guerre doit être la première des priorités en politique.

DEUX TENDANCES EN POLITIQUE

La situation politique en Europe s'est détériorée en dépit d'une modeste croissance économique. Le Sud se bat avec les conséquences de la politique d'austérité ; à l'Est, les promesses de prospérité de l'UE n'ont pas été tenues. Depuis quelques années maintenant, dans de nombreux pays, l'idée que les réfugiés et les migrants seraient la cause des problèmes sociaux a gagné du terrain. Une combinaison de frustration sociale et de désinformation détruit aujourd'hui les normes d'éthique et a conduit à une poussée de la droite radicale, nationaliste. Le spectre hideux du nationalisme hante l'Europe.

Cette peur de l'avenir n'est pas sans fondement. Le Brexit, la guerre commerciale lancée par l'administration Trump, le risque d'une nouvelle récession, le conflit militaire en Ukraine, les guerres en Syrie et au Kurdistan, le glissement de la Turquie vers une dictature, la liste est encore longue – tout concorde à donner le sentiment d'une crise qui affecte en son cœur même l'ordre économique et politique de l'Europe.

Ce qui en revanche est irrationnel, c'est de croire qu'en fermant ses frontières et en renforçant son système de garde-frontières, *Frontex*, l'Europe puisse se couper des problèmes du monde.

Le Livre blanc de la Commission européenne sur l'avenir de l'Europe est dans le vrai lorsqu'il affirme que l'importance de l'Europe dans le monde s'amenuise. Sa place dans la population mondiale, sa contribution au produit mondial brut, et l'importance de l'euro en tant que monnaie internationale, tout cela diminue.¹

Ces changements dans l'ordre capitaliste mondial ne sont en soi pas négatifs, puisqu'ils corrigent un ordre mondial qui avait été déséquilibré par le colonialisme. L'Europe devra inévitablement se résoudre à son rôle nouveau, un rôle plus modeste, dans le monde.

La question reste néanmoins : sous quelle forme se fera la transformation de l'ordre du monde capitaliste, et quel lien cela aura-t-il avec la résolution de problèmes mondiaux, en particulier le défi écologique ?

1 Commission européenne, Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, 2017, p. 8

Deux tendances s'affrontent à la fois dans les sociétés individuelles et dans la politique internationale :

D'un côté, on trouve une anarchie endémique entre les États et le peuple, dans laquelle les droits des plus forts sont mis à l'épreuve avec une fréquence accrue et des conséquences catastrophiques ; d'un autre côté, on trouve la possibilité d'exploiter l'énorme potentiel économique et scientifique de l'humanité, de réaliser l'inévitable transformation de la société à l'échelle mondiale sans violences interétatiques, en coopération, et dans le cadre d'un système où sécurité mutuelle et loi internationale seraient garanties.

Cet affrontement n'est pas mené « innocemment » dans la sphère des idées librement concurrentes. Des intérêts majeurs sont en jeu. Les dépenses militaires mondiales s'élevaient à 1,74 milliard de dollars en 2017.² Les tensions et conflits internationaux alimentent les modèles commerciaux des industries d'armement et de leurs lobbies, qui exercent des influences sur les gouvernements.

Ce ne sont pas les seuls à influencer les gouvernements. La dernière décennie, pourtant traversée de crises pour des centaines de millions de gens, a rendu plus puissants les puissants et a enrichi les plus riches. 82 % de la croissance mondiale revenait l'an dernier au pourcentage le plus riche de la population mondiale. On comprend aisément que dans un monde où 42 milliardaires possèdent autant que la moitié de la population mondiale réunie,³ même une évolution pacifique vers l'égalité sociale à l'échelle mondiale ne puisse se faire sans soulever d'énormes résistances.

Pour donner un exemple : après l'effondrement de l'usine textile du Rana Plaza au Bangladesh, qui coûta la vie à 1 135 ouvriers, il fallut deux ans avant que 30 millions de dollars ne soient versés aux survivants et aux familles des victimes. 30 millions pour 1 135 vies équivalent à 26 431 dollars par personne !

Au cours de la même année 2015, un avion de ligne allemand s'écrasait dans les Pyrénées, tuant 150 passagers et membres d'équipage. Après quelques semaines, les médias rapportaient que la compagnie mère de l'avion verserait une moyenne de 2,3 millions d'euros par victime, totalisant 350 millions d'euros – avec, cela mé-

2 Données: Das Statistik-Portal, Länder mit den höchsten Militärausgaben 2017.

3 Karsten Seibel, 42 Milliardäre besitzen so viel wie die halbe Welt, Die Welt, 22 janvier 2018.

rite d'être mentionné, la vie d'un citoyen américain évaluée à 4,5 millions, bien au-dessus de la moyenne, et celle d'un citoyen de la République populaire de Chine à 0,5 million, bien en dessous de la moyenne.⁴ Nous avons ici une représentation actuarielle de la valeur relative de la vie humaine. Sur les marchés financiers internationaux, la vie d'une personne issue des métropoles capitalistes compte 87 fois plus que celle d'un ouvrier du textile au Bangladesh. Voilà ce qu'est l'économie politique du capitalisme mondial.

CRISE ET TRANSFORMATION

Beaucoup de sang va couler, affirmait l'historien britannique Eric Hobsbawm dans une interview de 2009.⁵ Les guerres, les rébellions, les mouvements de réfugiés et de migrants, avec leur lot de souffrances et de victimes, confirment cette prédiction et confortent l'idée que la forme que prend aujourd'hui le monde est insupportable.

Tout comme dans les années 1920 et 1930, une droite radicale qui prêche la violence, et qui promet de résoudre les problèmes par la fermeture des frontières et la militarisation interne, se matérialise aujourd'hui. Mais les problèmes sociaux ne peuvent être résolus par la force à long terme. Ceci vaut d'autant plus pour la question sociale à l'heure actuelle, qui est devenue une question mondiale. Au lieu de construire des camps de réfugiés à ses frontières – ou qui plus est en Afrique –, l'Europe ferait mieux de corriger les relations de commerce déloyal établies dans les accords de partenariat européens avec les pays africains, asiatiques et les Caraïbes.

Dans la société civile, les églises et les mouvements politiques, des gens s'insurgent aujourd'hui contre la violence, la violation des droits de l'homme et les entraves à la démocratie. Ils seraient des alliés naturels pour un mouvement pacifiste.

Si l'on souhaite que les intérêts du plus grand nombre prévalent sur l'égoïsme de ceux qui sont en minorité, il faut changer fondamentalement les relations de pouvoir en politique et dans l'économie. La solution aux problèmes, cependant, ne peut attendre le grand jour où le monde sera restructuré sur une base non capitaliste ; et c'est de l'hypocrisie que de différer la solidarité avec les réfugiés, qui

4 Tina Kaiser, Für US-Opfer werden 4,1 Millionen Euro bezahlt, Die Welt, 3 avril 2018.

5 Eric Hobsbawm, Es wird Blut fließen, viel Blut, Stern, 6 mai 2009.

est nécessaire aujourd'hui et qui le sera jusqu'au jour où, dans un avenir lointain, les causes qui les poussent à fuir pourront être éradiquées.

Le problème est de trouver les formes politiques d'une transition. Le concept essentiel pour cela étant la paix. Une politique de paix doit être fondée sur le monde tel qu'il est, avec la diversité de ses approches, ses différences et les intérêts profondément antagonistes qui sont apparus avec le capitalisme mondial. La paix signifie négocier les différences et les antagonismes sans violence, et créer dans cet objectif un cadre légal et institutionnel adapté.

Depuis les conventions de La Haye de 1899 et 1907, on a parcouru un bon bout de chemin vers la création d'un ordre international civilisé : la fondation des Nations unies, la suppression des empires coloniaux, les traités sur la réduction des armes nucléaires, ainsi que l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe. Tout cela est aujourd'hui en grande partie menacé d'être supprimé, ou tourné en son contraire.

On peut remettre en question l'idée selon laquelle la paix était réellement le principe directeur au commencement du processus d'intégration capitaliste de l'Europe. Mais ce qui est certain, c'est que l'intégration a rendu la paix possible pendant près de trois quarts de siècle entre les deux grandes puissances continentales, l'Allemagne et la France. L'Union européenne est aujourd'hui le plus grand marché unique au monde ; elle peut également continuer d'être un cadre politique pour une réconciliation pacifique des intérêts entre les différents États membres.

Sa politique néolibérale souveraine a fortement nui à l'UE, ce qu'exploite la droite nationaliste radicale pour raviver l'ère des rivalités impérialistes agressives. Une évolution réactionnaire à tous points de vue.

Transformer l'Europe en un espace de coexistence pacifique de différents peuples ne peut se faire que si l'on s'oppose aux deux projets qui se font concurrence pour l'hégémonie parmi les classes dirigeantes : le projet néolibéral et le projet nationaliste.

LA SÉCURITÉ EN EUROPE

Avec la fin de la guerre froide et la dissolution du pacte de Varsovie, une opportunité était donnée pour désarmer efficacement l'Europe, en particulier pour la libérer des armes nucléaires. Les États-Unis et leurs alliés ont laissé passer cette opportunité his-

torique. Avec les expansions successives de l'OTAN, les nouvelles bases américaines en Europe et le stationnement de missiles capables de transporter des ogives nucléaires sur l'Europe de l'Est, de nouvelles tensions ont été provoquées. La politique de Trump sur le thème de « America First » conduit rhétoriquement la politique des États-Unis à en arriver à contredire les intérêts élémentaires de la sécurité européenne.

C'est là le contexte objectif à l'intensification du débat sur la sécurité aux plus hauts niveaux de l'UE. En juin 2016, Federica Mogherini, haute représentante de l'Union européenne aux affaires étrangères et à la sécurité, publiait un document stratégique pour une UE militairement forte⁶, mais elle admettait naïvement un an plus tard que « la stratégie globale a servi de tremplin pour relancer le processus d'intégration européenne après le référendum britannique ».⁷

Développer la puissance militaire pour compenser une cohérence sociale et politique en déclin – combien de catastrophes politiques dans l'histoire sont arrivées ainsi ?

En novembre 2017, 25 des 28 États membres de l'UE approuvaient la coopération structurée permanente (PESCO), dont la finalité est d'ouvrir la voie à une armée européenne via une augmentation substantielle des armements à l'échelle nationale et la création d'interopérabilité entre les forces armées nationales. Ainsi, l'Union européenne entend concrètement créer un instrument militaire en l'absence de tout débat public sur son sens et ses objectifs stratégiques. La première question fondamentale qui se pose est donc : sur quelle base démocratique et avec quelle sorte de légitimation les ministres des Affaires étrangères et de la Défense ont-ils pris cette décision majeure ?

L'Europe est d'ores et déjà surmilitarisée. On dispose de solides arguments pour affirmer que l'Europe n'a pas besoin de plus, mais au contraire de moins d'armées, et de désarmement plutôt que d'armement. Outre la manière non transparente et autoritaire avec laquelle la décision a été prise, la militarisation de l'UE est un pas dans la mauvaise direction. Elle sert avant tout à octroyer des subventions de l'UE au complexe militaro-industriel et à créer un marché intérieur élargi des armements de haute technologie.

6 Federica Mogherini, Shared Vision, Common Action : A Stronger Europe – A Global Strategy for the European Union's Foreign And Security Policy, Juin 2016.

7 Federica Mogherini, The EU Global Strategy – Year 1, 2017.

POLITIQUE DE SÉCURITÉ ET DÉMOCRATIE

L'Union européenne n'est pas l'Europe. Tenter de les rendre identiques mènera inévitablement à des confrontations. Comme alternative, un système de sécurité coopérative qui apporterait la protection d'une politique de sécurité commune à tous les États, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural, doit avoir pour point de départ la pluralité des systèmes politiques et sociaux en Europe.

Son fondement devra être la renonciation commune des États européens à la force, dans le cadre d'une loi internationale ayant force exécutoire, qui rendrait possible le désarmement multilatéral, notamment l'abolition des armes nucléaires.

Il vaudrait la peine de reconsidérer l'idée, lancée au début des années 1990, d'un Conseil de sécurité européen qui, à l'instar du Conseil de sécurité de l'ONU, serait investi du monopole de décision concernant le déploiement légitime de la force militaire.⁸

Le Conseil de l'Europe, auquel appartiennent 47 pays réunissant au total 820 millions d'habitants, et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe pourraient être les forums d'où partirait l'élaboration de ce type d'architecture pour une sécurité européenne universelle.

Lorsqu'au début des années 1950, six États formèrent la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, l'objectif était d'enrayer le conflit franco-allemand, mais, en dernière analyse, également de mobiliser le potentiel d'industrie lourde des deux pays dans le contexte de la guerre froide. Or, la guerre froide n'existe plus, et le cadre de six États s'est élargi. L'UE ne peut donc pas continuer à graviter autour de l'axe franco-allemand. Dans des temps où la démocratie dans les États membres doit être fortifiée et encouragée, c'est un Parlement européen souverain qui doit devenir le centre politique de l'UE. Il ne doit pas restreindre, mais compléter les parlements nationaux, et doit soumettre la coopération intergouvernementale des États au contrôle public parlementaire.

8 Cf. Mikhaïl Gorbatchev, *Listen to Reason – War No More! An Appeal by Mikhaïl Gorbatchev to the World*, Benevento Publishing, 2017

Sans démocratisation de sa politique étrangère, en d'autres termes si la politique de sécurité n'est pas placée sous l'égide d'un Parlement européen souverain, la gauche ne peut que rejeter la création d'une identité militaire pour l'Union européenne.

Tenter de réaliser une militarisation de la politique de sécurité de l'UE de manière autoritaire conduirait aux mêmes résultats désintéressés que la politique d'austérité. Par ailleurs, le traité de Lisbonne de 2007 garantit le pluralisme de la politique de sécurité, en vertu duquel la politique étrangère et de sécurité commune « ne doit pas porter préjudice au caractère spécifique des politiques de sécurité et de défense de certains États membres ».⁹

Ce qui avait été conçu comme une carte blanche pour les membres européens de l'OTAN représente par ailleurs également une légitimation du statut des cinq États neutres et non alignés, et pourrait devenir un nouvel instrument pour une politique de paix. Des zones neutres, exemptes d'armes nucléaires, en Europe du Nord, et des États en Europe centrale et en Europe de l'Est (Autriche, République tchèque, Slovaquie, Hongrie et Pologne) et dans les pays de l'ex-Yougoslavie, pourraient devenir des étapes sur le chemin de la démilitarisation et d'une l'Europe libérée des armes nucléaires, l'UE offrant un cadre légal international au combat en ce sens.

La paix, c'est de la politique. Son succès ou son échec dépend des relations de force au sein de tendances antagonistes. La démocratisation de la politique étrangère est par conséquent un objectif stratégique. Comme l'écrit le philosophe social austro-hongrois Karl Polanyi, toutes les grandes questions en politique peuvent être soumises au débat public.

La démocratie est la manière la plus rationnelle d'exercer le pouvoir. Là où d'étroits cercles de politiciens et d'experts s'arrogent le droit de prendre des décisions affectant l'avenir de tous, la mobilisation publique doit entrer en jeu pour les stopper.

Ceci vaut particulièrement pour l'époque actuelle. L'Europe a besoin d'un nouveau mouvement pour la paix qui remette en question le pouvoir politique et le monopole des dirigeants à interpréter la réalité, tout en renouvelant la politique en suivant des règles établies démocratiquement.

9 Traité de Lisbonne, Article 42, §2.



Mustafa, 4 ans

Pays d'origine : Afghanistan

Pays de résidence : Grèce

coloursofajourney.eu

Zones de tension en Europe

Erhard Crome, chargé d'étude principal auprès de WeltTrends

La situation générale en Europe est aujourd'hui caractérisée par trois évolutions :

1. L'UE s'efforce de poursuivre son processus d'intégration, à la fois en termes d'intégration accrue, mais aussi, en dépit du Brexit, en termes d'expansion vers l'Est. Les accords de partenariat avec l'Ukraine, la Géorgie et la Moldavie s'inscrivent dans ce cadre.
2. Les processus de désintégration au sein de la région post-soviétique – comme le montre le conflit en Ukraine – ne sont pas terminés, et il y a là une forte corrélation avec des processus d'intégration renouvelée, par exemple sous la forme d'une Union économique eurasiennne rassemblant la Russie, le Kazakhstan, la Biélorussie, l'Arménie et le Kirghizistan.

3. L'expansion de l'OTAN vers l'Est fait partie d'une restructuration du monde conduite par les États-Unis. Ceci va à l'encontre des intérêts différenciés des « vieux » membres de l'OTAN d'une part, et des « nouveaux » arrivants d'autre part. Depuis l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, l'évolution future de l'OTAN est soumise à une redéfinition des intérêts américains.

Du côté de l'Occident, confronté à la disparition de l'Union soviétique, on voyait dans une Ukraine indépendante un élément clé de la restructuration géopolitique. Zbigniew Brzeziński, qui fut l'un des pionniers de la stratégie mondiale américaine, soulignait qu'une Ukraine indépendante était la « cheville géopolitique » qui pouvait permettre que la Russie reste en position affaiblie. Ceci doit faire partie intégrante de la stratégie globale des États-Unis et de l'Occident en Eurasie, disait-il.¹⁰

Le politologue américain Parag Khanna identifie trois pôles impérialistes dans le monde, cependant : les États-Unis, la Chine, et l'UE. Le développement dans le monde dépend, affirme-t-il, de leur succès à créer des liens avec le reste du monde, créant des zones d'influence et dominant ces zones en permanence.¹¹ Aujourd'hui, le monde n'est ni unipolaire – avec les États-Unis pour centre, comme beaucoup l'imaginaient lorsque la guerre froide a pris fin – ni multipolaire, mais il est un « concert des pouvoirs », dans lequel de puissants acteurs économiques, militaires et politiques rivalisent pour le pouvoir et l'influence. Contrairement à Khanna, nous incluons ici à la fois la Russie et l'Inde, ainsi que – dans une certaine mesure – le Brésil et l'Afrique du Sud, qui exercent de l'influence au moins dans leurs régions respectives. Avec la Chine, ils se sont réunis pour établir un mécanisme de coordination régulier, l'association BRICS, qui fait bloc face à l'Occident en tant que force politique. L'Organisation de Shanghai joue un rôle similaire.

Les États-Unis et l'UE – avec l'Allemagne au centre de l'hégémonie¹² – sont, d'un côté, concurrents ; d'un autre côté cependant, ils sont « liés l'un à l'autre », là où ils

10 Zbigniew Brzeziński, *Die einzige Weltmacht : Amerikas Strategie der Vorherrschaft*, S. Fischer Verlag, 1997, p. 74, 216.

11 Cf. Parag Khanna, *Der Kampf um die Zweite Welt. Imperien und Einfluss in der neuen Weltordnung*, Berlin Verlag, 2008

12 Discuté en détail dans Erhard Crome, *Deutschland in Europa. Eine neue Hegemonie*, in : Erhard Crome, Raimund Krämer (ed.) : *Hegemonie und Multipolarität. Weltordnungen im 21. Jahrhundert*, WeltTrends, 2013, p. 165-205.

se sentent tenus de poursuivre des intérêts ensemble, ou du moins en parallèle. L'expansion à l'Est de l'OTAN et de l'UE n'est donc pas « les deux faces d'une même médaille », mais des évolutions disparates qui diffèrent l'une de l'autre. Toutes deux se sont développées à l'Est jusqu'aux frontières de la Russie. Lorsque des politiciens et journalistes occidentaux affirment que l'Occident va progressivement accroître « ses valeurs », tandis que le président russe Vladimir Poutine cherche ostensiblement à élargir son influence territoriale à la manière caractéristique de ce que l'on a connu au 19^e siècle, c'est de la pure propagande. Bien entendu, l'OTAN et l'Union européenne constituent des entités territoriales. Le premier est dominé par les USA, la seconde, par l'Allemagne.

L'UE À LA CROISÉE DES CHEMINS

La question reste cependant de savoir si l'UE en tant qu'alliance d'intégration va à long terme tolérer le fossé qui existe entre le centre et la périphérie, et tolérer une hégémonie allemande. C'est, de nouveau, la « question allemande ». Même au début du 20^e siècle, cela semblait être le dilemme allemand, semblable à celui du vieil empire jusqu'à la Paix de Westphalie en 1648 : l'Allemagne plus vaste et plus riche en ressources que tout autre État européen (hormis la Russie), mais plus faible que tous les autres États européens mis ensemble ; semblant trop grande pour cadrer avec la structure au jour le jour, mais en réalité pas assez grande pour pouvoir dominer les autres États et nations. En ce sens, la « question allemande » a toujours été, pour les Allemands, la question de leur unité – désormais réglée avec l'unification nationale de 1990 ; pour les autres États et peuples d'Europe cependant, la question était de se protéger de l'Allemagne et de sa domination sur le continent. L'Allemagne est le premier bénéficiaire de l'introduction de l'euro et elle serait la première à souffrir de son effondrement. Aujourd'hui, la contestation de l'euro est la principale ligne d'argumentation dans le conflit sur la « question allemande ».

On soutient souvent que la solution au problème d'hégémonie serait de renforcer la collaboration. Mais en fait, les deux éléments sont étroitement imbriqués. Le sociologue Ulrich Beck a attiré l'attention sur ce fait, affirmant que « la constellation de pouvoirs dans une Europe allemande » met en évidence que « l'euro-péanisation peut prendre deux formes opposées, deux types d'intégration et de coopération : implication égale (réciprocité), ou subordination hiérarchique (hégémonie) ». Dans ce contexte : « La nécessité inhérente supposée d'une politique d'austérité décrétée par l'Allemagne a conduit à ce que le principe d'implication

égale ait été discrètement mis de côté et de plus en plus souvent remplacé par des formes de subordination hiérarchique ». ¹³ Hégémonie et coopération ne sont pas contradictoires, cependant, l'hégémonie est plutôt renforcée par la coopération, adoptant une forme basée sur les conditions établies par la puissance dominante. On n'arrive pas à cela par des méthodes ou des mesures répressives, mais par des mécanismes d'auto-assujettissement de responsables politiques et économiques d'autres pays. Ces mécanismes sont instaurés via les institutions de l'UE par des exécutants volontaires dans les ministères de l'UE et dans les pays en question. La puissance dominante ne remplace pas les réseaux par un centre de commandement, mais s'impose plutôt à travers ces réseaux en contrôlant les pôles stratégiques. C'est ici que la différence catégorique entre répression et soumission a son importance (Michel Foucault). Cela fonctionne mieux lorsque la puissance dominante n'est plus du tout perceptible en tant que telle, et que seule la « nécessité inhérente » s'applique.

Il n'en demeure pas moins que, depuis sa création en tant qu'institution en 1950, l'UE est restée opposée à un système hégémonique du point de vue de sa situation contractuelle. Le consentement des autres doit toujours être rétabli. Le réseautage du centre hégémonique est donc soumis à des exigences importantes, d'autant plus si l'on considère les conditions d'égalité souveraine des États qui ne peuvent être suspendues au sein de l'UE et qui résultent de lois internationales. La structure institutionnelle de l'UE n'est pas faite pour l'hégémonie, quelle qu'en soit l'origine, et est – dans l'esprit comme à la lettre – en opposition avec la quête hégémonique.

Les conflits autour de l'avenir de l'Union européenne se déroulent donc à trois niveaux :

- Il y a toujours des luttes – exacerbées au lendemain de la crise économique et financière – entre travail et capital, entre des travailleurs dépendants et les détenteurs du capital.
- Il y a des conflits entre les différents États et grandes entreprises à l'intérieur de l'UE, ainsi qu'entre leurs diverses aspirations et ambitions.
- Il y a conflit entre la politique hégémonique de l'Allemagne et les arrangements institutionnels de l'UE.

13 Ulrich Beck, *Das deutsche Europa. Neue Machtlandschaften im Zeichen der Krise*, Suhrkamp, 2012, p. 56.

Les contradictions et conflits qui se jouent à ces trois niveaux sont liés les uns aux autres et ont une influence réciproque. Au bout du compte, c'est l'issue de ces conflits qui détermine pour une large part le sort de l'Europe : quelle sorte de caractère aura la nouvelle UE ? Restera-t-elle un refuge pour le néolibéralisme, qui en même temps émerge de plus en plus clairement comme un pouvoir militaire ; ou sera-t-elle une structure d'État providence qui agit sur le plan international comme une force civile ? Le résultat final est incertain dans le sens où les « conditions objectives » laissent la porte ouverte à diverses évolutions possibles. En dernier lieu, le facteur décisif sera la capacité politique des vrais acteurs – et ceci ne signifie pas seulement les gouvernements et les hauts fonctionnaires dans leurs bureaux bruxellois, mais avant tout les peuples de tous les pays de l'UE avec leurs mouvements et partis politiques, leurs syndicats et leurs organisations, et avec leur courage civique.



Sana, 9 ans

Pays d'origine : Afghanistan

Pays de résidence : Grèce

coloursofajourney.eu

Autoritarisme et militarisation

Ines Mahmoud, chercheuse à la Fondation Rosa Luxemburg de Tunis et Katerina Anastasiou, formatrice, transform! europe

Le début du 21^e siècle semble être marqué par une recrudescence d'autoritarisme en Europe comme ailleurs. Les années qui ont suivi la crise financière de 2008, en particulier, ont été marquées par des états d'urgence¹⁴ prolongés et des situations de « crise » permanentes, accompagnées de brutalités policières¹⁵ et d'une

14 Amnesty International, Dangerously disproportionate : The ever-expanding national security state in Europe, 17 janvier 2017.

15 Commissaire des droits de l'homme auprès du Conseil européen, Police abuse – a serious threat to the rule of law, 24 février 2014.

surveillance accrue¹⁶. La montée actuelle de l'autoritarisme¹⁷ en Europe constitue une menace spécifique à la démocratie, qui est devenue ces dernières années, après la gestion autoritaire de la crise financière, un thème de plus en plus central pour la gauche. Cependant, tout en gardant à l'esprit les thèmes prioritaires que sont la lutte contre les accords commerciaux internationaux et la démocratisation de l'UE, la gauche doit prêter également une attention particulière à la priorité changeante accordée à la « sécurisation »¹⁸ et à la militarisation de l'UE¹⁹. En 2018, la Commission européenne alloue des fonds conséquents aux dépenses militaires²⁰, une situation sans précédent dans les années passées. Avec la mise en place de la PESCO²¹ par le Conseil européen en décembre 2017, on a créé une structure de commandement militaire européen. Avec la création d'un Fonds européen de la défense (FED)²² en 2017 et d'un Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP) en mai 2018, la direction que prend la politique de défense de l'UE est claire.

En grande partie à cause des divergences croissantes au sujet des États-Unis, et dans le sillage d'une Grande-Bretagne sortant de l'Europe avec le Brexit, l'UE a pris un nouveau tournant. Dans ce que l'on appelle la guerre contre le terrorisme, ainsi que dans de nouvelles politiques de sécurité « préventives » émergentes, faisant office de politiques d'urgence, comme la loi sur la lutte contre le terrorisme et la sécurité (CTS Act)²³ en Grande-Bretagne, les lois constitutionnelles tout comme

16 Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, *Surveillance by intelligence services : fundamental rights safeguards and remedies in the EU – Volume II : field perspectives and legal update*, octobre 2017

17 BBC, *Europe and nationalism : A country-by-country guide*, 10 septembre 2018.

18 Passage vers des mesures de sécurité dans le budget de l'UE, voir chapitres 10 et suivants

19 Alessandra Giannessi, *transform! europe, Europe in a Changing Global Order : Militarization and the New EU Global Strategy for Security and Defence*, 15 novembre 2017.

20 Yvonne-Stefania Efstathiou, *European defence spending gets a boost from the EU*, 18 juin 2018.

21 Voir fiche d'informations sur la page d'accueil de European External Action Service, 28 juin 2018.

22 Dossier de presse Commission européenne, *budget UE : Stepping up the EU's role as a security and defence provider*, 13 juin 2018.

23 Counter-Terrorism and Security Act 2015.

les lois internationales sont ébranlées par des états d'exception permanents²⁴. Le CTS Act, par exemple, impose aux employés du secteur public²⁵ l'obligation légale d'« identifier » et de « prévenir » l'extrémisme en suivant de vagues lignes directrices fournies par le gouvernement britannique.

Dans cet état d'exception permanent, des sans-droits apparaissent, exclus de la vie politique et du cadre des droits civils. Cela devient particulièrement manifeste aux frontières de l'Europe, qui sont de plus en plus militarisées²⁶, et conduit des populations à rechercher la protection, en bravant des frontières assassines²⁷.

Au niveau de l'UE, les accords militaires, comme l'accord UE-Turquie²⁸, sont devenus de plus en plus centraux, tandis que ce recentrage n'a pas été suffisamment suivi par la gauche, qui aurait dû reporter une attention équivalente sur la militarisation de l'UE. Et c'est l'impunité qui entoure de plus en plus le grand capital, depuis l'évasion fiscale jusqu'aux normes du droit au travail.

Nos sociétés sont en train d'être militarisées. Le glissement vers l'autoritarisme, parallèlement à la militarisation des États et à l'extension de l'appareil policier, conduit aussi à une militarisation des sociétés. Les citoyens ont commencé à s'organiser en groupes militants, souvent soutenus par l'État, comme c'est le cas pour ceux que l'on appelle les « Sicherheitsbürger »²⁹ en Autriche. Parallèlement, des formations d'extrême droite³⁰ actuelles, souvent soutenues par des partis³¹, et

24 Voir letter ouverte "PREVENT will have a chilling effect on open debate, free speech and political dissent", 10 juillet 2015.

25 <https://educateagainsthate.com/teachers/prevent-duty/>.

26 Transnational Institute, dossier de presse, 2016 prévoit plus de militarization aux frontières de l'UE, l'industrie des armes profite de la tragédie des réfugiés, 19 décembre 2016.

27 Nick Buxton and Mark Akkerman, The deadly consequences of Europe's border militarization, 19 décembre 2016.

28 Deutsche Welle, The EU-Turkey refugee agreement : A review, 18 marz 2018.

29 <https://www.ots.at/t/sicherheitsb%C3%BCrger>.

30 Lizzie Dearden, German anti-terror police uncover hidden paramilitary training camps for far-right extremists, 23 juin 2017.

31 Harald Vilimsky, Kriminalisierung von Waffenbesitzern durch EU erreicht neuen Höhepunkt, 21 juin 2014.

même par des gouvernements³² et des autorités locales³³, poussent à, ou tout simplement imposent, la libéralisation de la possession³⁴ d'armes à feu.

Avec les menaces qui pèsent sur la démocratie, l'État de droit semble lui aussi être en déclin³⁵. Cela devient évident lorsque l'on constate le non-respect des traités internationaux de protection dès lors qu'il s'agit de réfugiés entrant dans l'espace européen³⁶. Nous sommes confrontés à des démocraties antilibérales³⁷, combattant pour l'hégémonie. Bien que l'importance des Nations unies en tant que médiateur international et instance de justice soit fréquemment invoquée par les partis de gauche d'Europe, renforcer et démocratiser les structures de l'ONU, et en particulier le Conseil de sécurité qui reflète encore un ordre global impérialiste avec son droit de veto³⁸, doit être une préoccupation centrale constante pour la gauche.

La période de guerres internationales et de guerres de proximité³⁹ dans laquelle nous sommes entrés met en lumière une nouvelle éthique du conflit et de la guerre. Des robots tueurs⁴⁰, des systèmes d'armes autonomes, des drones, tel qu'ils ont été déployés dans les attaques israéliennes sur Gaza⁴¹ et dans la guerre en Syrie, ainsi que d'autres armes de destruction massive, s'inscrivent dans une

32 Senato, la legittima difesa e sempre riconosciuta : via libera in aula, la riforma passa alla Camera, 24 octobre 2018.

33 En Italie, un maire offer un 'bonus pour armes' aux citoyens, 21 octobre 2015.

34 Quentin Aries, Gun lobby stirs to life in Europe – It's not the National Rifle Association of America, but pro-gun groups mobilize against restrictions proposed by Brussels, 4 mai 2016.

35 Rule of Law Crisis in the New Member States of the EU, The Pitfalls of Overemphasising Enforcement, Working Paper No. 1, juillet 2018.

36 <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/european-union>.

37 Arne Muis and Lars van Troost (eds.), Will human rights survive illiberal democracy?, Mars 2018.

38 https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_vetoed_United_Nations_Security_Council_resolutions.

39 Ian Bremmer, These 5 Proxy Battles Are Making Syria's Civil War Increasingly Complicated, 16 février 2018.

40 <https://www.stopkillerrobots.org/>.

41 David M. Halbfinger, At Gaza Protests – Kites, Drones, Gas, Guns and the Occasional Bomb, 8 juin 2018.

course internationale à l'armement qui va de pair avec une monopolisation de la haute technologie par les plus puissants⁴².

Ces guerres obligent des populations à fuir, souvent au péril de leur vie. Chaque année, des milliers de personnes meurent en Méditerranée, en route vers la sécurité et laissant derrière elles la guerre, les catastrophes environnementales, la persécution et la pauvreté. En raison de la restriction de la liberté de mouvement et du manque d'opportunités pour une migration légale des réfugiés, les migrants sont déshumanisés. La Commission européenne propose de tripler ou presque les fonds alloués à la migration et la gestion des frontières pour 2021-2027, la prochaine programmation budgétaire à long terme de l'UE, soit 34,9 milliards d'euros contre 13 milliards pour la période précédente.

Les relations mondiales Nord-Sud établies avec le projet colonial, désormais remplacé par le projet de développement d'institutions financières mondiales, subsistent encore, accompagnées de l'obligation de remplir de rigoureuses conditions de prêt. On retrouve cependant aussi ces structures néocoloniales sous la forme du capitalisme extractiviste et des pillages toujours en cours des ressources des pays de l'hémisphère sud. Nous sommes confrontés à des guerres des énergies fossiles⁴³ et à des guerres commerciales⁴⁴ au lieu de nous concentrer sur des plans de transition pour des modèles économiques acceptables et socialement justes pour l'avenir. Le changement climatique est devenu un facteur majeur de déplacement de populations⁴⁵, de même que la famine⁴⁶.

Ces défis auxquels le monde entier est confronté soulèvent la question du rôle joué par la gauche pour y faire face. Nous devons nous interroger sur ce que signifie « sécurité » dans une perspective de gauche.

42 Pieter D. Wezeman, et al., Trends in international arms transfer 2017, mars 2018.

43 Kevin Dayaratna, For a huge 'peace dividend,' end the war on fossil fuels, 27 novembre 2017.

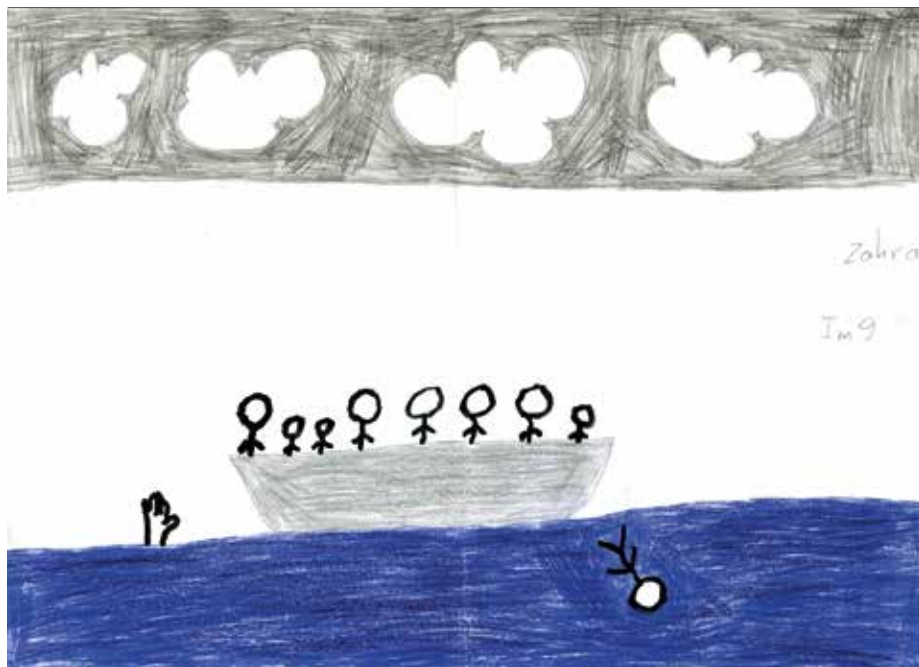
44 BBC, Trade wars, Trump tariffs and protectionism explained, 26 juillet 2018.

45 Laignee Barron, 143 Million People Could Soon Be Displaced Because of Climate Change, World Bank Says, 20 mars 2018.

46 UNHCR annonce un risque accru de décès de faim à la Corne de l'Afrique, au Yémen et au Nigéria, les déplacements sont déjà en augmentation, 11 avril 2017.

Jusqu'à présent, la gauche avait pour concept de sécurité dominant un plaidoyer pour la paix, au lieu de développer une politique de sécurité concise de gauche. Nous devons nous poser la question : est-ce suffisant comme approche politique ? Comment travaillons-nous à un désarmement majeur ? Comment protégeons-nous le Sud et la planète des effets du changement climatique ?

En répondant à cette question, il nous faut avoir à l'esprit que nous entrons dans une identité du monde multipolaire, dans laquelle la mondialisation centrée sur l'Occident n'existe plus. Nous devons réfléchir à ce que cela signifie pour des institutions internationales et transnationales, et nous ouvrir à une démarche critique sur une possible refondation de nos positions et stratégies.



Zahra, 9 ans

Pays d'origine : Afghanistan

Pays de résidence : Grèce

coloursofajourney.eu

Politiques migratoires européennes et pression xénophobe

Bruno Montesano, Campagna Sbilanciamoci et doctorant à la SOAS, Londres

Tandis que les forces nationalistes prennent de l'ampleur partout en Europe, les élites libérales poursuivent leurs politiques conventionnelles, officiellement orientées sur les droits de l'homme, mais en réalité assez inhumaines. Au cours des 15 dernières années, et sous l'ordre institutionnel qui a précédé la récente vague xénophobe, 34 361 personnes sont mortes en tentant de traverser la Méditerranée (United, 22 juin 2018). Selon le consortium de journalistes *The Migrants' Files*, entre 2000 et 2015, les politiques européennes qui avaient pour but de tenir les migrants hors des frontières de l'UE – comme les expulsions, *Frontex*, le renforcement des

frontières, la recherche et le développement en matière de sécurité et de technologies de défense – ont coûté 13 milliards d'euros⁴⁷.

Tout cela n'était certainement pas un hasard. Les politiques migratoires européennes offrent très peu de possibilités pour une migration légale, reflétant les limites de l'ordre des États-nations et la structure économique conduisant à l'exploitation d'une force de travail vulnérable. Vivre sans droits fondamentaux, et en risquant à tout moment d'être expulsés, contraint les migrants à accepter n'importe quel type de travail pour de faibles rémunérations, souvent dans des conditions proches de l'esclavage. Parmi les intérêts économiques se cachant derrière l'actuelle « gestion des migrations », on voit apparaître une « industrie xénophobe » exploitant la peur comme source de richesses. En 2015, le *Groupe des Personnalités* était fondé, « un groupe de personnalités de haut niveau composé de politiciens, d'intellectuels, de membres de groupes de réflexion et de PDG d'organisations dédiées à la recherche technologique et à l'industrie de la défense, pour conseiller l'UE sur la manière dont elle peut soutenir des programmes de recherche de défense adaptés à la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC) »⁴⁸. Et là, des PDG comme Tom Enders d'Airbus ou Mauro Moretti de Finmeccanica utilisent directement leur pouvoir pour orienter les institutions européennes vers les technologies et services qu'ils produisent⁴⁹.

Avec la crise économique de 2008 et la gestion néolibérale de cette crise, qui justifiait la réduction des aides sociales publiques, les disparités sociales s'aggravèrent. Tandis que les classes dirigeantes libérales, et souvent au centre gauche, mettaient en place l'austérité, échouant dangereusement à maintenir les intérêts des classes défavorisées et des classes moyennes dans leur champ de vision, le sentiment xénophobe augmentait, et les partis de droite exploitaient les mécontentements et la peur de la perte d'emploi en les dirigeant contre les migrants. Paradoxalement, les partis xénophobes prétendent « défendre notre peuple en premier », même s'ils soutiennent les politiques économiques néolibérales qui

47 <http://www.themigrantsfiles.com/>

48 Agence européenne de défense, High-level Group of Personalities on defence research issues statement, dossier de presse, 18 juin 2015.

49 Statewatch, European Commission's handling of military research 'Group of Personalities' to be investigated, 24 July 2017 and Transnational Institute Market Forces : The development of the EU Security-Industrial Complex, 25 août 2017.

privent essentiellement les classes défavorisées et les classes moyennes. En faisant en sorte de préserver les classes dirigeantes de la colère de la population, l'extrême droite détourne le ressentiment contre les migrants, qui représentent pourtant de possibles alliés contre ceux qui sont responsables des inégalités.

Ce qui importe, c'est que le plus grand nombre de migrants qui soient arrivés en Europe était d'environ 1 million en 2015 (UNHCR), ce qui représentait 0,2 % de la population européenne. Les arrivées tombèrent à près de 360 000 personnes en 2016 et à 184 000 en 2017, des chiffres qui ne concordent pas avec ce que l'on a décrit comme une « crise migratoire ». Néanmoins, l'Union européenne a fortifié ses frontières extérieures, prévoyant des traités à cette fin avec l'autocrate Erdogan (6 milliards d'euros) et avec le fragile et violent régime libyen, vivement critiqué par l'ONU pour ses violations répétées des droits de l'homme. En novembre 2017, le Parlement européen approuvait une réforme positive du règlement de Dublin, qui remplaçait les critères de premier pays d'accès par un mécanisme de réinstallation permanente et automatique basé sur un système de quota obligatoire. À l'été 2018, la réforme attend toujours l'approbation du Conseil de l'Europe, mais, en raison de l'opposition du bloc de Visegrad, de l'Autriche et de l'Italie, il est très probable qu'elle ne prendra pas effet. Dans le contexte de ce glissement vers un consensus d'extrême droite, les ONG et les militants pour les droits de l'homme sont criminalisés, les migrants continuent de mourir en mer et sur terre, tandis que les nationalistes martèlent qu'ils souhaitent leur retour dans leur pays d'origine.

Pendant ce temps, les forces libérales critiquent les forces xénophobes sans faire quoi que ce soit de concret contre l'injustice créée par la fortification de l'Europe. Ce type d'attitude libérale défaitiste est illustré par l'expulsion de Beauty, une femme enceinte, à la frontière française, expulsion qui la condamnait à la mort⁵⁰, ou encore par la construction de la barrière espagnole de Ceuta, particulièrement brutale. Tandis que le mécanisme de réinstallation mis en place en 2015 ne fonctionne pas efficacement, la pression de l'extrême droite renforce encore la nationalisation des politiques migratoires, engendrant de sérieuses menaces pour le traité de Schengen. Dans plusieurs pays d'Europe, les réformes nationales des lois d'asile mettent en place un ensemble de droits plus stricts, créant un régime plus discriminatoire encore entre citoyens nationaux et migrants (décret Minniti-Or-

50 Marco Revelli, *The border where Europe lost its soul*, II Manifesto, 3 avril 2018

lando en Italie⁵¹, réforme Macron et Collomb⁵², loi Kurz et Kickl en Autriche⁵³). Pour le budget de l'UE 2021-2027, la Commission, dramatisant l'ampleur des mouvements de migrants, propose de tripler quasiment les fonds alloués à la migration et à la gestion des frontières, avec un total de 34,9 milliards d'euros : 21 milliards pour la gestion des frontières et 10 milliards pour l'asile et pour contrer la migration illégale. Il est triste de constater que la somme d'argent allouée au rejet des migrants dépasse largement la somme consacrée à leur acceptation.

POLITIQUE DE DÉFENSE DE L'UE

« *Si vis pacem, para bellum.* » La célèbre citation romaine décrit parfaitement la politique de défense actuelle de l'UE. En effet, un nouveau fonds de 12 milliards d'euros, appelé « Facilité européenne de soutien à la paix », a été mis en place pour des dépenses militaires. De plus, la Commission propose pour le budget UE 2021-2027 un Fonds européen pour la défense de 13 milliards d'euros et 4 milliards d'euros pour la sécurité. Par ailleurs, une partie des 100 milliards d'euros pour la recherche et le développement de *Horizon* et la subvention du *Connecting Europe Facility* pour les infrastructures de transport iront à la défense et à la sécurité.

Face à la crise de l'intégration européenne et au déclin de la relation transatlantique sous le mandat Trump, 25 pays européens ont décidé en décembre 2017 de lancer la PESCO, un premier pas vers une défense européenne. Elle fonctionne par le biais de deux structures : la CARD (*Revue annuelle coordonnée de défense*) et le *Fonds européen de la défense*. La première a pour but d'évaluer l'efficacité de la dépense militaire et de contribuer à sa transparence. Le second promeut des investissements sur les capacités militaires liées aux projets de l'UE en matière de technologies de défense. Ce fonds va fonctionner par le biais d'un outil de recherche, principalement avec l'*Action préparatoire en matière de recherche pour la défense* (PADR), et d'un outil consacré aux capacités, avec le *Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense* (EDIDP), qui doit renforcer la compétitivité de l'industrie européenne dans le domaine

51 Giulia Segreti, Italy approves measures to accelerate asylum procedures, Reuters, 11 avril 2017

52 Manon Rescan, La loi asile et immigration définitivement adoptée à l'Assemblée, Le Monde, 1 août 2018

53 Bethany Bell, Europe migrants : Austria to seize migrants' phones in asylum, 20 avril 2018, BBC, clampdown

de la défense en permettant l'acquisition commune de produits de défense. Par ailleurs, la base légale de la PESCO facilite le versement de fonds au complexe militaro-industriel. En effet, dans la mesure où les articles 42 et 46 du Traité sur l'Union européenne (TUE) interdisent l'usage de fonds européens pour « des opérations à implications militaires ou défensives », au-delà des articles 42 et 46 du TUE, la PESCO est légitimée par l'article 173 du TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne) en matière de concurrence industrielle. Ainsi, comme le reconnaissent les institutions européennes, le second objectif de tout le plan de défense européen semble bien être d'apporter une stimulation prodigieuse aux entreprises européennes de sécurité et de défense, qui peuvent orienter les institutions de l'UE sur leurs produits.

Le multiplicateur fiscal des investissements à la défense – un indicateur qui mesure les effets sur l'économie – est plus bas que celui des services publics tels que les transports, le système de santé ou l'éducation, dans la mesure où aucun effet économique important ne sera produit. Il est en outre aisé d'imaginer comment une telle production va en revanche créer de la violence et des coûts additionnels pour réparer ce qui aura été détruit. Une défense commune de l'UE, telle qu'on la conçoit aujourd'hui, ne va pas aider l'intégration européenne puisqu'en raison du vote pondéré et du système de majorité, l'Allemagne et la France représentent 33 % de la population européenne et peuvent exercer leur droit de veto. Ainsi, elle renforcera les relations de pouvoir actuelles entre États membres de l'UE. L'hétérogénéité des perspectives en matière de politique étrangère et de politique de sécurité est par ailleurs démontrée par l'*Initiative européenne d'intervention* (IEI), le projet d'une autre armée lancé récemment par Macron et qui n'a été suivi que par neuf pays de l'UE, hors des structures officielles de l'Union. D'un côté, l'IEI semble être une initiative ayant pour objectif d'inclure le Royaume-Uni, avec une structure plus souple que la PESCO. D'un autre côté, elle reflète un conflit caché avec l'Allemagne, qui aux yeux de la France dirigerait la PESCO. En d'autres termes, et tandis que les armées potentielles se multiplient en même temps que la ligne de fracture interne au sein de l'UE, sans orientation politique précise, les menaces pesant sur la paix dans le monde augmentent. Dans le contexte de l'insécurité néolibérale, l'UE est en train de mettre en place un modèle de défense et de sécurité militariste et pro-industriel, contribuant à la course aux armements, au lieu d'adopter une approche fondée sur la sécurité des hommes, faite de justice sociale et de médiation politique. Ceux qui sont contre le nationalisme et le statu quo néolibéral doivent s'opposer à la militarisation des frontières et de la sécurité, et s'employer à ce que les firmes militaires et de défense soient reconverties au service de l'écologie et de la société.



Sedighe, 11 ans

« Je viens d'Afghanistan. Puis je vais en Iran. Quand je passe de Turquie en Grèce, police avec armes, trois ou quatre personnes mortes. Sur la mer, des bateaux ont coulé. Mon frère et ma mère morts. »

Pays d'origine : Afghanistan

Pays de résidence : Grèce

coloursofajourney.eu

Plutôt qu'un résumé : une Europe pacifique et éprise de paix

Panos Trigazis, SYRIZA, Département international & politique étrangère

L'histoire de l'Europe est ponctuée de guerres de toutes sortes, y compris des guerres de religion. Fort heureusement, les Européens n'ont jusqu'à maintenant pas connu de guerres atomiques. Néanmoins, le principal champ de bataille des deux guerres mondiales a été notre continent. De plus, l'Europe a subi très douloureusement la guerre froide, qui l'a divisée en deux parties : Est et Ouest.

L'européocentrisme au 21^e siècle est plus qu'un anachronisme. L'Europe ne peut être un îlot de sécurité dans un monde de moins en moins sûr et de plus en plus instable. La seule option serait de construire une sécurité commune universelle, ce qui est incompatible avec le militarisme, les nouvelles divisions et le chauvinisme national. Une sécurité européenne exhaustive est inextricablement liée à la sécurité mondiale. Une vraie paix ne peut exister sans désarmement, à la fois nucléaire et conventionnel.

Les peuples d'Europe doivent rejeter massivement le pseudo-dilemme proposant « sécurité ou démocratie » et exiger la sécurité dans la paix et la démocratie. Les menaces sur la paix et la sécurité dans ce siècle sont très différentes de celles du siècle passé, ou du passé en général. Les sources d'insécurité à l'heure actuelle prennent des formes diverses et doivent être traitées de manière adéquate.

Pendant la guerre froide, les populations d'Europe se sont mobilisées, réagissant en grand nombre face au danger nucléaire. Un mouvement pour la paix sans précédent s'est alors développé, qui regroupait un large panel des différentes classes sociales à travers tout le continent. Grâce à ce mouvement, l'expression « diplomatie des peuples » s'est imposée et est entrée dans le vocabulaire des relations internationales.

La terrible idée d'une « guerre nucléaire limitée » en Europe a été rejetée dans les années 1980 par des manifestations anti-nucléaires massives. On a avancé au contraire l'idée d'une Europe sans armes nucléaires, depuis l'Atlantique jusqu'à l'Oural. Cette même idée était au cœur du « processus d'Helsinki » mis en place en 1975 : un processus qui est encore bien vivant dans le cadre de l'OSCE.

Il est intéressant de se souvenir que ce processus a été rendu possible sur une proposition émanant de l'URSS et après une contribution décisive du chancelier allemand et chef du SPD Willy Brandt, la *Neue Ostpolitik*. Ranimé et renforcé, ce processus pourrait constituer la base d'un système de sécurité tout-européen, incluant la Russie. Dans cet objectif, une nouvelle relation apaisée et équitable entre l'UE et la Russie est donc nécessaire, ce qui présuppose d'abord un règlement pacifique de la crise ukrainienne.

Un système de sécurité tout-européen serait la meilleure manière, et la manière la plus réaliste, d'arriver à la suppression de l'OTAN, à condition qu'un nouvel équi-

libre mondial soit établi et que le rôle des Nations unies soit revalorisé, à la suite d'une profonde démocratisation de l'organisation.

On entend très souvent des gens ordinaires poser la question suivante : « Le désarmement est-il possible ? » Notre réponse à cette question est positive, et se fonde sur la preuve historique. Même pendant la guerre froide, de nombreux accords étaient signés entre les États-Unis et l'URSS sur le contrôle des armes et le désarmement. Nous songeons en particulier au traité de non-prolifération, qui a été signé il y a 50 ans et qui est toujours en vigueur, respecté par presque tous les pays à l'exception de l'Inde, du Pakistan, de la Corée du Nord et d'Israël. De plus, des mouvements de la société civile ont joué un rôle de catalyseur pour le traité sur les mines antipersonnel et le traité de 2017 sur l'abolition des armes nucléaires, pour lequel le mouvement anti-nucléaire a obtenu le prix Nobel de la paix 2017.

La plus grande victoire pour le désarmement européen jusqu'à aujourd'hui a été gagnée en 1987. Cette année-là, les leaders des deux superpuissances de l'époque, Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev, signaient le traité FNI pour le retrait et la destruction, à l'Est comme à l'Ouest, de ce que l'on appelle les euro-missiles, qui auraient pu être les instruments d'une « guerre nucléaire d'envergure limitée ». Des armes nucléaires américaines étaient toujours déployées dans certains pays européens et devaient être retirées, la Russie faisant de même. Les forces conventionnelles devaient elles aussi être fortement réduites, ce qui impliquait des réductions dans les budgets militaires nationaux. Des budgets militaires en augmentation dans le monde entier sont un problème majeur pour le monde d'aujourd'hui et pour l'Europe.

On estime que la dépense militaire mondiale a augmenté à tel point que, en un jour seulement, l'humanité sacrifie près de cinq milliards de dollars au « Minotaure » de la guerre, d'après les chiffres du dernier rapport annuel SIPRI. Nous n'admettons pas l'expression de « nouvelle guerre froide », parce que la guerre froide ne peut se répéter pour un certain nombre de raisons, mais nous sommes témoins de conséquences particulièrement catastrophiques des tensions entre la Russie et l'Occident, en particulier avec les États-Unis.

Parmi les causes de cette évolution inquiétante figure l'expansion vers l'Est de l'OTAN. À la suite de l'élection de M. Donald Trump au poste de président des

États-Unis, le Conseil de l'OTAN a été invité à adopter une décision impliquant que les pays membres accroîtraient leurs budgets militaires d'au moins 2 % de leur PIB. En période de profonde crise économique et sociale en Europe, cette décision était inacceptable. Par chance, la plupart des membres européens occidentaux de l'OTAN ont des budgets militaires peu conséquents, mais dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, les budgets militaires ont augmenté de 13 %. Pendant ce temps, en Europe, on trouve plusieurs conflits « gelés » et la tragédie chypriote qui dure depuis des décennies, en dépit du fait que la République de Chypre soit membre à part entière de l'UE et de la zone euro.

En ce qui concerne la Politique étrangère et de sécurité commune de l'UE, nous reconnaissons qu'elle est nécessaire, puisque nous soutenons le processus d'intégration européenne qui ne peut réussir sans union politique. Cependant, nous ne voulons pas d'une PESC qui soit subordonnée à l'OTAN. Se pose en outre la question politique des principes et du contenu sur lesquels la PESC sera construite, une question à laquelle l'on peut répondre en garantissant le contrôle et la responsabilité démocratiques. Dans cet objectif, un Parlement européen renforcé pourrait jouer le rôle de garant, dans la mesure où c'est la seule institution européenne directement élue par le peuple.

Des questions similaires se posent lorsqu'il s'agit de la création d'une « armée européenne » et d'une industrie européenne de l'armement. Les forces de droite sont politiquement et idéologiquement orientées vers une militarisation de l'UE, avançant que l'Europe serait ainsi plus apte à défendre ses intérêts et à jouer son rôle dans le monde. Cependant, l'Europe a exercé une grande influence dans le monde entier parce qu'elle a été le lieu de naissance des grandes idées libératrices, des révolutions et d'une protection sociale universelle dans de nombreux pays. Ce sont là les meilleurs passeports de l'Union européenne pour voyager et influencer le monde, et non pas l'envoi de troupes à l'étranger aux côtés de l'OTAN – ceci ne devrait avoir lieu que lorsqu'il s'agit d'opérations de l'ONU en vue de maintenir la paix. La PESC devrait par ailleurs avoir pour objectif de servir de passerelle dans la division Nord-Sud, en particulier en Méditerranée, qui représente la frontière maritime entre l'Europe et le tiers-monde. Ainsi, l'idée d'une « forteresse Europe » ne correspond pas à notre vision d'une sécurité européenne globale au 21^e siècle. Elle serait contraire aux réalités du monde contemporain, et serait en désaccord avec le rôle que l'UE doit jouer dans les affaires mondiales.

Parler de « crise des réfugiés » n'est pas l'appellation juste – même si c'est celle que l'on utilise officiellement – dans la mesure où la dégradation de la question des réfugiés/migrants reflète la crise profonde du système mondial actuel, y compris les échecs des Nations unies. La principale réponse à cette crise, du point de vue de l'Europe, serait une forte implication des institutions de l'UE et des gouvernements européens en vue d'élaborer et de promouvoir un programme pour la paix au Moyen-Orient et dans les régions méditerranéennes, sans pour autant suivre les traces des politiques américaines dans la région et l'antagonisme USA-Russie.

Parmi les sources majeures d'insécurité dans les sociétés européennes figurent différentes sortes de phobies, comme la xénophobie, l'islamophobie, la russo-phobie et même la turcophobie, qui empoisonnent nos sociétés et attisent la superstition et la haine. Là encore, la paix et une coopération équitable constituent une réponse à ces fléaux, mais aussi, et avant tout, la défense du modèle social européen.

La PESCO soulève aujourd'hui de nombreuses réserves et même des oppositions, qui sont compréhensibles. Cependant, étant donné l'état actuel du processus de construction européenne, qui réveille des sensibilités nationales et même des options nationalistes, sur-dramatiser les conséquences de ce projet n'est pas la meilleure approche politique. Dans tous les cas, la coopération de l'UE en matière de politique étrangère et de défense ne peut pas, à l'heure actuelle, conduire à la moindre politique étrangère et de défense. À ceux qui semblent impatientes de prendre une telle direction, nous ne pouvons que dire : « Ne mettons pas la charue avant les bœufs ». La priorité pour l'UE est de nous conduire vers une Europe sociale et écologique démocratique, puis de prendre des décisions concernant une armée européenne, etc.

SÉCURITÉ SOUS-RÉGIONALE

En aspirant à l'idée d'une coopération et d'une sécurité tout-européennes et en tentant de la promouvoir, nous n'ignorons pas les besoins et priorités sous-régionales. Le processus de coopération nordique peut servir d'exemple à d'autres régions d'Europe. On peut en outre voir apparaître des processus de sécurité commune sous-régionale qui seraient construits sur la forme d'un processus de type Helsinki, comme cela a été proposé pour les régions méditerranéennes et les Balkans il y a plusieurs décennies.

Dans la même direction, la proposition du gouvernement grec pour un processus de co-développement et de sécurité commune dans les Balkans, incluant une charte écologique des Balkans, doit être soutenue sans réserve par les forces éprises de paix et progressistes d'Europe. Le récent accord historique (17 juin 2018) entre les gouvernements de Grèce et de l'ancienne République yougoslave de Macédoine au lac Prespa, qui va définitivement résoudre la question du nom (FYROM s'appellera définitivement « République de Macédoine du Nord ») va dans le sens de cette proposition. Cela n'est pas un hasard si cet accord a été conclu sous la médiation des Nations unies et parce que de nouveaux gouvernements sont entrés en fonction ces dernières années dans les deux pays, conduits par SYRIZA en Grèce et par l'Union sociale-démocrate de Macédoine pour le FYROM. Ces deux partis progressistes ont hérité du soutien d'idées vieilles de deux siècles pour une amitié et une coopération interne dans les Balkans. Ils reconnaissent l'interdépendance croissante des pays et des populations dans cette région.

La sécurité de l'Europe tout entière dépend de la transformation de la région méditerranéenne en une zone de paix et de coopération équitable. Pour y arriver, il faudra principalement établir une passerelle qui permette de surmonter la division Nord-Sud dans la région et encourager des solutions pacifiques sur les questions palestinienne, syrienne et chypriote. Un processus de type Helsinki pour la Méditerranée pourrait être une option de sécurité stratégique pour cette région, qui constitue la frontière maritime de l'Europe avec l'Afrique et l'Asie.

En conclusion, les idées et propositions exposées plus haut, dont nous n'avons certainement pas la prétention d'être les seuls dépositaires, ne sont pas présentées pour être une prescription qui soignerait tous les maux de la sécurité en Europe. Au contraire, nous les mettons en avant pour être inclusifs et unitaires, dans l'espoir qu'elles puissent constituer une base pour rassembler le plus large spectre possible de forces sociales et politiques à défendre ensemble la paix et à promouvoir la sécurité. L'idée est de rendre possible une transformation pacifique et écologique démocratique de l'UE, conduisant vers une nouvelle Europe pour un nouveau monde.

Depuis ses origines il y a deux siècles, l'idée européenne était définie comme tout-européenne, pacifiste, et démocratique. Sur ces fondements, l'UE peut aller de l'avant non pas en aspirant à devenir une superpuissance militaire dans un

monde de plus en plus antagoniste et militarisé, mais en devenant un pôle pour la paix et la sécurité dans le monde.

L'avenir n'appartient pas seulement à une Europe pacifique, mais aussi à une Europe agissant pour la paix par le biais de la justice, du désarmement, et de la résolution des conflits à travers le monde.

Catégorie : Passé


Zahra, 9 ans
Pays d'origine : Afghanistan
Pays de résidence : Grèce



Dena, 7 ans
Pays d'origine : Afghanistan
Pays de résidence : Grèce

Catégorie : Présent


Alisina, 10 ans
Pays d'origine : Afghanistan
Pays de résidence : Grèce



Khatereh, 16 ans
Pays d'origine : Afghanistan
Pays de résidence : Grèce

Catégorie : Futur


Hasan, 7 ans
Pays d'origine : Iraq
Pays de résidence : Croatie



Taimoor, 16 ans
Pays d'origine : Pakistan
Pays de résidence : Italie



Ham et Ali, 11 ans

Pays d'origine : Afghanistan
Pays de résidence : Grèce



Djiba, 17 ans

Pays d'origine : Guinée
Pays de résidence : Italie

Catégorie : Passé



Naeem, 15 ans

Pays d'origine : Pakistan
Pays de résidence : Italie



Ecole en Italie

Pays d'origine : -
Pays de résidence : Italie

Catégorie : Présent



Amir Ali, 10 ans

Pays d'origine : Afghanistan
Pays de résidence : Croatie



Mehdi, 8 ans

Pays d'origine : Iran
Pays de résidence : Croatie

Catégorie : Futur

Les nouveaux arrivants en Europe font partie intégrante de notre société et de notre histoire. Ils sont là pour rester. Pourquoi ces gens ont-ils quitté leurs maisons ? Comment vivent-ils maintenant ? Comment imaginent-ils leur avenir ? Colours of a Journey collectionne et expose des œuvres d'art créées par des réfugiés et des enfants migrants, à travers lesquelles ceux-ci expriment leur passé, leur présent et leur futur. Leurs histoires et points de vue sont alors intégrés dans l'histoire européenne, à l'encontre de la rhétorique divisante. coloursafajourney.eu



transform!
europe

www.transform-network.net